



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

L'UGFF-CGT SOUTIENT LA LUTTE DES PERSONNELS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

L'intersyndicale de l'ONF appelle les personnels à l'action le 7 décembre.

En ce jour d'ouverture de la Conférence de Copenhague sur le changement climatique, ceux qui défendent la forêt française, ce sont les personnels de l'Office National des Forêts en lutte pour défendre le service public forestier. Tournant le dos à leurs déclarations sur le développement durable, le Président de la République et son gouvernement n'ont qu'un seul objectif, faire de la forêt une simple marchandise.

Aggravant une politique de démantèlement initiée de long terme, le plan Fillon-Drege appliqué à l'ONF la Régression Générale des Politiques Publiques, la RGPP, qui touche l'ensemble des ministères et des établissements publics.

Les mêmes objectifs, les mêmes méthodes, sont appliquées partout:

- d'abord le désengagement financier de l'Etat, qui se traduit à l'ONF par un transfert de charge de 75 millions d'euros de l'Etat à l'établissement public
- ensuite des réductions d'effectifs, 450 emplois sur 6.500 fonctionnaires d'ici 2011
- des restructurations de services en conséquence, amenant à la fermeture de nombreuses implantations locales, notamment en zone rurale
- des économies sur les fonctions supports, amenant 250 personnels administratifs à se reconvertir sur de nouvelles activités
- la spécialisation de secteurs en « services autonomes » et « rentables », pour faire entièrement basculer l'Office national du côté commercial
- la délocalisation du siège de l'Office et de ses 280 agents à Compiègne, comme signe manifeste du démantèlement du service public de la forêt.

Comme ailleurs dans la fonction publique, la lutte des personnels de l'ONF est forte et s'inscrit dans la durée.

Doté d'une stratégie d'ensemble, le pouvoir tente de répondre à la mobilisation par l'autoritarisme, la menace vis à vis des personnels mobilisés, le refus de la négociation et de la satisfaction des revendications. Il cherche à provoquer le découragement des personnels.

Cette stratégie du pouvoir est vouée à l'échec ! L'heure est à l'action et au rassemblement.

Ni à l'ONF, ni les agents de la Concurrence et de la Répression des Fraudes le 30 novembre, ni les ouvriers des Parcs et Ateliers de l'Équipement le 3 décembre, ni les personnels du ministère de la Culture en grève reconductible à l'appel de l'intersyndicale depuis le 2 décembre, contre les suppressions d'emplois et de crédits, contre la privatisation et la délocalisation des services, nulle part les agents n'ont cédé au découragement. Au contraire la lutte contre la RGPP s'amplifie et touche tous les secteurs de la fonction publique.

Le 3 décembre, Eric Woerth, ministre du Budget, de la modernisation de l'Etat et de la Fonction Publique, a expliqué aux dirigeants des opérateurs de l'Etat qu'ils faisaient partie de la deuxième phase de la RGPP. De nouvelles réductions d'emplois et de crédits sont prévues de 2010 à 2012.

Des mobilisations plus déterminées encore en seront la conséquence.

L'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT estime que la lutte des personnels de l'Office National des Forêts, partie prenante du combat mené par tant d'autres agents de la Fonction publique est plus que légitime : elle est vitale.

Elle soutient avec la plus grande détermination ce mouvement de défense et de développement du service public, bien commun irremplaçable de toute la population.

L'UGFF-CGT confirme qu'elle continuera de tout mettre en œuvre pour que, dans l'unité la plus large, les luttes convergent et s'amplifient.

Montreuil, le 7 décembre 2009